



## Action publique

Le PS se met en mode « cost killer » pour sa primaire →P.2

## Stratégies d'entreprises

Connect : Air liquide s'évite un piquet de grève →P.5

## Journalistes & médias

Sud Ouest veut faire (très) maigre →P.8

## PATRIMOINE : PARTIE DE MONOPOLY, ENTRE BERCY ET LES MINISTÈRES

**François Hollande** a beau prier le ministre de la défense **Jean-Yves Le Drian** de quitter l'Hôtel de Brienne pour s'installer au Balard-gone - nouveau siège des armées - celui-ci s'y refuse toujours. Pas sûr que la nouvelle **Direction immobilière de l'Etat (DIE)**, qui remplace **France domaine** depuis le 23 septembre, parvienne à le faire changer d'avis. Sa mission reste la même : dénouer le sac de nœuds du parc immobilier de l'Etat, d'une valeur de 61 milliards d'euros, pour dégager des économies. Mais les agents immobiliers de la République se heurtent aux poids des ministères et de l'administration centrale, soucieux de conserver la gestion de leurs patrimoines.

**Bercy pour ce moment.** Sujet sensible, la création de la DIE a fait l'objet d'un bras de fer au ministère des finances début 2016 pour savoir qui aurait sa tutelle. A l'arrivée, la **Direction générale des finances publiques (DGFIP)** de Bercy a remporté la mise haut la main : une fidèle de la maison, **Nathalie Morin**, déjà à la tête de

France domaine, a été nommée directrice de la nouvelle entité avec des effectifs renforcés. Elle a fait appel à plusieurs cadres du ministère de l'écologie, en signe d'ouverture. La Cour des comptes, qui était opposée à ce que la haute administration de Bercy garde la mainmise sur la politique immobilière de l'Etat, n'a donc pas été entendue. Le président de chambre, **Jean-Pierre Bayle**, avait fait savoir aux parlementaires son souhait de voir l'entité exister hors les murs de ce ministère. Solutions esquissées : mettre en place une agence, un établissement public, voire rattacher la nouvelle DIE au premier ministre ou à son homologue du budget. Sans succès.

**David contre Goliath.** Bien que consolidée, la Direction immobilière de l'Etat n'en reste pas moins un service qui peine à s'imposer face aux ministères. Ses moyens sont aussi limités que ceux dont disposait France domaine. Sur la vente d'un bien de l'Etat, la DIE, donc Bercy, ne récupère que 20% du prix de vente, contre 50% pour le ministère concerné. Une clé de répartition qui empêche la direction de se constituer un trésor de guerre pour mener une stratégie immobilière d'ensemble. La preuve : dans le projet de loi de finances 2017 (PLF), son budget d'investissement pour moderniser le parc de l'Etat a chuté, passant à 256 millions € contre 330 l'année précédente. La DIE n'a que très peu de marge de manœuvre pour rationaliser le coût des locaux ministériels jugés excessifs. Seuls 6% du total des

crédits consacrés à l'immobilier proviennent de la DIE selon la Cour des comptes. De quoi inciter les ministères à continuer de jouer cavalier seul. Ils gardent jalousement la main sur leurs administrations centrales et les locaux qu'ils occupent pour un coût annuel de 700 millions €, en augmentation de 16% de 2008 à 2013. Dans le viseur de la DIE notamment, le ministère de la culture, rétif à quitter ses locaux situés dans les quartiers chics de la capitale. Le **Conseil de l'immobilier de l'Etat (CIE)**, organe consultatif présidé par le député du **Parti socialiste (PS)**, **Jean-Louis Dumont**, s'est plaint à de nombreuses reprises d'être alerté au dernier moment sur des acquisitions immobilières réalisées par la rue de Valois.

**L'appel d'air des prestataires.** En plus de s'être adjoint les services d'un sous-directeur, **Nicolas Prudhomme**, qui est passé par le secteur immobilier privé, Nathalie Morin n'hésite plus à faire appel à des prestataires extérieurs. France domaine avait déjà conclu un contrat national avec **BNP Paribas Real Estate** pour certaines évaluations immobilières très techniques. La DIE fait aussi appel à la **SOVAFIM**, entreprise publique spécialisée dans des cessions acquisitions immobilières pour le compte de l'Etat, à l'instar de l'îlot Fontenoy-Séguin qui doit accueillir les services de Matignon. Problème : la Cour des comptes lui reproche d'emprunter à des taux supérieures à celui auquel l'Etat a droit et plaide pour sa suppression en 2017. ● **LOUIS CABANES**

## Mouvements

### ERIC CORBAUX

Dernier avatar de l'affaire **Traoré** : le procureur du Tribunal de grande instance (TGI) de Fort-de-France, **Eric Corbaux**, a été proposé par le ministère de la justice pour remplacer **Yves Jannier** au TGI de Pontoise (📍 **LLA n°1743**). Cette nomination intervient après la mutation précipitée d'Yves Jannier à la cour d'appel de Paris pour des manquements dans l'enquête sur la mort du jeune homme à Beaumont-sur-Oise.

### ANTOINE FRÉROT

Les administrateurs de **Veolia** ne se réuniront pas dans le nouveau siège que le groupe investira mi-octobre à Aubervilliers. Le PDG du groupe, **Antoine Frérot**, préfère les recevoir 21, rue de la Boétie dans le 8<sup>e</sup> arr. de Paris dans les 200 mètres carrés que le groupe loue à l'année. Ces locaux sont actuellement occupés par le comité central d'entreprise du groupe et ses services. Mais ceux-ci les quitteront pour rejoindre... Aubervilliers!

Au moment où l'entreprise réduit ses effectifs (voir l'Exposition internationale 📍 **p.7**), le message engendre des crispations en interne.

### PASCAL LOROT

Le fondateur et président de l'**Institut Choiseul**, qui a multiplié les voyages au Kazakhstan depuis un an, a quasiment bouclé la liste des entreprises qui représenteront la France à l'Exposition internationale d'Astana en juin 2017. Avec l'aide

d'une équipe resserrée de trois personnes, dont deux russophones, **Pascal Lorot**, qui vient d'être nommé officiellement commissaire général du pavillon français (📍 **LLA n°1718**), a obtenu l'accord de **Total**, **Veolia**, **Saint-Gobain**, **Vicat**, **PSA**, du programme **ITER** et de l'**ADEME**. La France, troisième investisseur au Kazakhstan, occupera l'un des pavillons les plus importants parmi les 105 pays présents, autour du thème "*L'énergie du futur*".

## LE PS SE MET EN MODE « COST KILLER » POUR SA PRIMAIRE

**Solferino va réduire le coût d'organisation des primaires, en évitant les erreurs de 2011.**

Le **Parti socialiste** (PS) veut dépenser moins qu'en 2011. Solferino, qui consulte actuellement ses potentiels prestataires, table désormais sur un budget plus proche des 3 millions d'euros que des 5 millions € dépensés lors du dernier scrutin. Soit un coût bien inférieur à celui organisé par **Les Républicains** (LR), qui vont débours

entre 5 et 8 millions €. En réalité, le simple abandon du « *stylo magique* » adopté en 2011 pour transmettre les résultats électoraux, dont le coût est rétrospectivement jugé ubuesque en interne, fournira la majeure partie des économies. A l'époque, le PS avait déboursé pas moins de 1,3 million € pour équiper les 10 000 présidents de bureaux de vote en équipements électroniques fournis par la société **Kayentis** (📧 [LLA n°1631](#)). Une nouvelle solution présentée début octobre par l'agence digitale **Disko** au prix de 30 000 €, pourrait faire l'affaire. Si aucune décision n'a encore été prise, le prestataire qui gère actuellement le très sensible fichier d'adhérents **Rosam** (répertoire open source des adhérents et militants) a déjà la confiance de Solferino. L'agence dirigée par **Davy Tessier** n'est pourtant pas spécialisée en sécurité informatique, mais son système a été jugé suffisamment robuste pour parer aux attaques

informatiques qui pourraient menacer la bonne tenue du scrutin. Le système permettra aux présidents de bureaux de vote de s'identifier avant de transmettre le décompte des voix via leurs smartphones ou un accès internet. Autre source d'économie, le parti devrait également réduire drastiquement les 900 000 € de frais de communication dépensés en 2011 pour faire connaître la primaire.

Par ailleurs, pour le choix du prestataire chargé de fournir les kits électoraux (bulletins de vote, enveloppes, etc.) **France routage**, qui avait donné satisfaction en 2011, serait favori face à **Paragon** (📧 [LLA n°1740](#)), en contrat avec la primaire de la droite. Enfin, le site dédié à la primaire devrait être confié à **Opérationnelle**, l'agence habituelle du parti, dont le directeur associé **Gérard Obadia** (📧 [LLA n°1668](#)) est un proche de **Jean-Christophe Cambadélis**.

## Jean-Yves Le Drian, le choix des armes étrangères

**Si l'export d'armement se porte bien, l'importation connaît aussi un boom depuis le début du quinquennat.**

Volontiers médiatique lorsqu'il s'agit de valoriser la vente d'armement français, le ministre de la défense, **Jean-Yves Le Drian**, fait plutôt profil bas sur les achats d'armes à l'étranger. Pourtant, depuis le début du quinquennat de **François Hollande**, les importations en matière de défense ne cessent de grimper : de 1,55 milliard d'euros en 2012 à 1,726 milliard € en 2014, avant de se stabiliser en 2015 à 1,667 milliard €. Elles devraient repartir à la hausse cette année au regard de la liste de courses de Jean-Yves Le Drian : aux Américains, la

France s'apprête à acheter quatre avions de transports militaires *C-130* du constructeur **Lockheed**. Ainsi que des missiles *Griffin* fournis par **Raytheon** avec leurs kits de guidage utilisés par les forces spéciales françaises contre **Daech** en Syrie.

L'hôte de la rue de Brienne n'hésite pas à se fournir aussi en Europe, comme il l'a fait pour 50 micro-drones au norvégien **Prox Dynamics** ou les fusils d'assaut de l'allemand **Heckler & Koch** pour succéder au *Famas* (📧 [LLA n°1746](#)). De l'autre côté du Quiévrain, en Belgique, la France a aussi passé commande de mitrailleuses fabriquées par **FN Herstal**. Et plus à l'est, le gouvernement s'est équipé en drones et désignateurs laser auprès de l'israélien **Elbit Systems** (📧 [LLA n°1681](#)). ●

## CSPE : l'Etat va (enfin) rembourser EDF

**Le projet de loi de finances 2017 prévoit le remboursement à EDF des 5 milliards d'euros que l'Etat lui doit au titre de la CSPE.**

Encore trois ans de patience pour **EDF** avant d'être remboursé par l'Etat : le projet de loi de finances (PLF) 2017 a fixé à 2020 la date à laquelle les pouvoirs publics seront censés lui avoir reversé le déficit de compensation de la contribution au service public de l'électricité (CSPE - 📧 [LLA n°1701](#)). Ce prélèvement, acquitté

pour l'heure par les abonnés du groupe énergétique, sert notamment à couvrir les tarifs sociaux de l'électricité et le soutien aux énergies renouvelables (EnR).

Or depuis 2009, les recettes de la CSPE sont très inférieures aux montants dépensés pour soutenir les EnR, transition énergétique oblige... En 2015, la contribution assurait 64% de leur financement contre 10% en 2003. Conséquence des retards de paiement de l'Etat pour compenser ce différentiel, c'est l'électricien qui en supporte jusqu'à maintenant le coût. ●

## Dominique Bussereau fait un bide devant les élus des départements

**Dominique Bussereau** (LR - 📧 [LLA n°1725](#)), le président de l'**Association des départements de France** (ADF) a fait un véritable flop au congrès des élus locaux qui se tenait du 5 au 7 octobre à Poitiers. La menace d'un déricotage de la loi NOTRe, brandie par le député de Charentes-Maritimes en cas de retour de la droite en 2017, a refroidi l'assistance. D'autant qu'elle a été assortie de l'annonce d'un retour des lignes de transports scolaires dans le giron du département, alors que leur transfert prochain aux régions est bien perçu par une bonne partie des élus locaux.

## Menace de dissidence sénatoriale dans le Nord

Mécontent de ne pas avoir été désigné tête de liste **PS** aux sénatoriales, la place ayant été attribuée au ministre de la ville, **Patrick Kanner**, le sénateur-maire d'Orchies, **Dominique Bailly**, (📧 [LLA n°1741](#)) menace de monter une liste dissidente. Ce dernier, actuellement relégué à la troisième place, risque en effet de ne pas retrouver son fauteuil : c'est **Martine Filleul**, patronne de la fédération nordiste, qui revendique la deuxième place (📧 [LLA n°1729](#)).

## La primaire de la droite prépare sa hotline

Le comité d'organisation de la primaire à droite dirigé par **Thierry Solère** (📧 [LLA n°1744](#)) va signer avec une société de marketing téléphonique. But : ouvrir en novembre un numéro d'informations sur le scrutin, permettant aux électeurs de localiser le bureau de vote le plus proche. Seule condition posée par le comité au prestataire : le *call-center* doit être localisé en France.

## Les Américains accidentels s'invitent au quai d'Orsay

Les Franco-Américains poursuivis par le fisc outre-Atlantique ont reçu le soutien d'un groupe de députés.

Victimes collatérales du traité transatlantique contre la fraude fiscale **Facta** (*Foreign account tax compliance act*) de 2014, les citoyens franco-américains, s'organisent. Ces binationaux, le plus souvent nés aux Etats-Unis avant de quitter le pays très jeune, ont appris en 2015 par leurs banques françaises, qu'ils étaient aussi imposables outre-Atlantique, même lorsqu'ils résidaient en France. Le fisc américain leur reproche donc d'avoir omis de déclarer leurs revenus. Ils s'exposent désormais à des peines d'emprisonnement sur le territoire des Etats-Unis ou à des saisies en France. Réunis dans le

**Collectif pour la défense des Américains accidentels** (CDIAA), fondé par **Fabien Lehagre**, ils ont obtenu le soutien de la mission parlementaire sur l'extraterritorialité des lois américaines ([@ LLA n°1745](#)).

Leurs rapporteurs, **Pierre Lellouche** (**Les Républicains**, LR) et **Karine Berger** (**Parti socialiste**, PS), viennent de demander au ministère des affaires étrangères (MAE) d'engager "une action diplomatique forte" en leur faveur. Leur cas, évoqué en juin avec la directrice des Amériques du quai d'Orsay, **Kareen Rispal**, avait jusqu'ici laissé de marbre le MAE. Le dossier est suivi par la députée **Seybah Dagoma** (PS) en France, tandis que l'avocat américain **Mark Epstein** les a démarchés pour attaquer Facta devant les tribunaux américains.

## Uber, Deliveroo, Foodora sur le grill parlementaire

Deux projets de loi pour réglementer les applications de l'économie collaborative font l'objet d'intenses manœuvres.

Les applications numériques mettant en relation clients et travailleurs indépendants sont sur le qui-vive. Téléguider par la ministre de la santé **Marisol Touraine**, et le secrétaire d'Etat au budget **Christian Eckert**, l'article 10 du projet de loi de financement de la Sécurité sociale suscite leurs inquiétudes. Bercy avait pourtant enterré l'idée de requalifier ces prestations en contrat de travail, comme le souhaitait **Myriam El Khomri** début 2016. Mais l'article, qui sera examiné ce mois-ci, prévoit toutefois pour ces entreprises (**Uber**, **Deliveroo**, **Foodora** etc.) la possibilité de prélever elles-mêmes ses charges sociales.

Ce système, qui ressemble fort à celui des employeurs classiques, pourrait donner des arguments supplémentaires à l'**Urssaf** et aux tribunaux pour requalifier ces prestations en contrat de travail. Certains partisans de l'économie collaborative fourbissent donc déjà leurs armes et envisagent de présenter leurs doléances aux députés - notamment aux frondeurs. Leur idée : réunir ces travailleurs indépendants dans des sociétés de l'économie sociale et solidaire. Ces dernières deviendraient alors prestataires des applications numériques. Avec le risque pour ces startups de voir ces travailleurs s'organiser en groupe de pression. Pas sûr que cela plaise à des acteurs comme Uber qui mobilise par exemple ses usagers contre la loi **Grandguillaume**, en cours d'examen au Sénat. ●

### Les mines d'or qui font rêver l'AFD

En amont de sa conférence annuelle de décembre sur la Guyane, l'**Agence française de développement** (AFD) se montre très favorable aux projets miniers en préparation dans l'ouest du département. Cause de cette sollicitude : le boom démographique auquel est confrontée la Guyane, dans un contexte économique local morose. L'agence dirigée par **Rémy Rioux** ([@ LLA n°1711](#)), qui cherche des relais de croissance dans l'ensemble des territoires ultra-marins ([@ LLA n°1740](#)), pousse aux développements engagés sur place dans la recherche aurifère. Parmi eux, celui de la **Montagne d'or**, pour lequel le russe **Nordgold** et la société canadienne **Columbus Gold** disposent depuis le 6 juillet de deux permis exclusifs de recherche sur ce site, situé au sud de Saint-Laurent-du-Maroni.

### Tour Montparnasse : Hamon voisin du dessous de Macron

Le député **PS** des Yvelines, **Benoît Hamon**, a installé son siège de campagne au 11<sup>e</sup> étage de la Tour Montparnasse, soit trois niveaux en dessous d'**Emmanuel Macron** ([@ LLA n°1743](#)). Plus modeste, l'ex-ministre délégué à l'économie sociale et solidaire ne dispose que de 100 m<sup>2</sup> de bureaux au lieu des 300 m<sup>2</sup> de son ancien homologue de Bercy. Mais, économe, il a négocié son loyer auprès de la **MGEN** à un prix inférieur au patron d'**En Marche** !

### Juppé tente une V2 pour doper ses propositions sur la défense

**Bruno Racine** travaille sur une nouvelle version du cahier "Agir pour la Défense" diffusé le 13 juillet par **Alain Juppé**. Ce document d'une quarantaine de pages est passé relativement inaperçu au sein de la communauté militaire, cet été, au grand dam de l'équipe de campagne du candidat à la primaire à droite. Le nouveau texte sera publié, cette fois, dans la revue **Défense Nationale** directement câblée auprès des états-majors. Ex-président de la **BNF** et ancien conseiller stratégique d'Alain Juppé à Matignon entre 1995 et 1997, Bruno Racine coordonne les travaux "défense" du maire de Bordeaux. Il préside aussi la **Fondation pour la recherche stratégique** (FRS) depuis 2001.

## Focus

### PLF 2017 : LES SOCIÉTÉS DE RECHERCHE CONDAMNÉES À LA FRUGALITÉ ?

**Xavier Benoit**, président de l'**Association des sociétés de recherche sous contrat** (ASRC), et son délégué général, **Jérôme Billé**, ont sollicité mi-septembre une entrevue avec **Christophe Sirugue**, secrétaire d'Etat chargé de l'industrie. Ils n'ont pas digéré la décision de la **Direction générale des entreprises** (DGE) de baisser courant août, pour la troi-

sième année consécutive, les subventions versées par **Bpifrance** à la trentaine de sociétés de recherche privées sous contrat, agréées par la banque publique. En robutant ces subsides issus du programme 192 porté par Bercy, la DGE, dirigée par **Pascal Faure**, suit les recommandations de l'**Inspection générale des finances** (IGF).

Dans un rapport établi fin juin 2015, celle-ci conseillait de supprimer sur trois ans l'abondement de Bpifrance aux SRC (8,5 millions d'euros) en ciblant celles dont le positionnement et les prestations sont les moins privilégiés par les clients industriels ([@ LLA n°1702](#)). De son côté, la banque publique est censée inciter les SRC à obtenir des aides via le

fonds unique interministériel (FUI) par exemple. Mais le calcul de Bercy risque d'être court-termiste. Les études d'impact du mécanisme d'abondement montrent qu'un euro investi dans les activités de recherche non commerciales - celles permettant aux entreprises de maintenir des compétences conformes à l'état de l'art - génère 15 € dans l'industrie. ●

## Clin d'œil

## Primaire : Nicolas Sarkozy du tout au "tous"

Facette méconnue de sa personnalité, **Nicolas Sarkozy** semble avoir un certain goût pour la sémantique. S'il remporte la primaire de la droite en novembre, l'ancien chef de l'Etat va opérer un virage à 360° pour son slogan de campagne : le "Tout pour la France", qui est aussi le titre de son livre-candidature, deviendra "Tous pour la France" en vue de la dernière ligne droite pour la présidentielle.

## Même en Seine-Saint-Denis, le PS craint la débâcle

Le **Parti socialiste** (PS) craint le pire aux élections législatives, même dans les bastions dans lesquels il est en position de force. En Seine-Saint Denis, où dix des treize députés sont du PS, le parti envisage la possibilité d'en perdre la moitié (📍 LLA n°1743). Il a tiré un trait sur la possibilité de faire réélire l'élu **Michel Pajon** dans la troisième circonscription. Quant à **Razzy Hammadi**, **Elisabeth Pochon**, **Daniel Goldberg** et **Pascal Popelin**, leur avenir au Palais Bourbon semblent compromis. D'autant plus que le **Parti communiste** (PC) ne manquera pas de présenter des candidats contre eux à chaque fois. Malgré l'annonce d'un vent mauvais, l'ancienne garde des Sceaux **Elisabeth Guigou** devrait se représenter pour briguer un quatrième mandat (📍 LLA n°1744).

**Saison littéraire.** Quel ex-secrétaire d'Etat chargé des entreprises de **François Fillon** a préfacé le livre sur les secrets du lobbying de l'ex-vice-président du Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes ? ✉ [reactionclindoeil@lallettre.fr](mailto:reactionclindoeil@lallettre.fr)

## Plan social de 30 millions d'euros à l'Assemblée nationale

Le Palais Bourbon se prépare à gérer une vague de licenciement avec la fin de la législature.

A moins de six mois de la fin des travaux parlementaires, l'heure est au bilan financier à l'Assemblée nationale. Le budget du Palais Bourbon inscrit dans le **projet de loi de finances** (PLF) 2017 a été réajusté pour faire face à la vague de départs en juin : 30 millions d'euros de dépenses supplémentaires (+9,8%) doivent venir couvrir les charges de fin de contrat des collaborateurs d'élus et des groupes politiques. Les deux tiers, environ, de cette somme, soit 21 millions €, seront affectés au licenciement des quelque 2 000 assistants parlementaires. Nouveauté : une enveloppe de 5,8 millions €, prévue au titre de la prime de précarité, leur sera directement allouée. Celle-ci a été obtenue de haute lutte par les syndicats de collaborateurs dans le cadre des négociations sociales avec la

questure en 2016 pilotées par la députée du **Parti socialiste** (PS), **Marie-Françoise Clergeau** (📍 LLA n°1736).

L'Assemblée va devoir également régler la note du limogeage des "collabs" des groupes politiques, qui bénéficient d'un statut plus protecteur (📍 LLA n°1737). Une provision de 1,5 million € est actée à cette fin. Les partis ne sont pas en mesure de financer ces départs compte tenu de leur trésorerie fragile, rendue publique pour la première fois en 2016. Hormis le groupe socialiste qui a engrangé un bénéfice net de 442 000 €, les petites formations vivent à peine ou sont carrément déficitaires, comme les centristes de l'**UDI** (- 86 000 €) ou les **Radicaux de gauche** (- 81 000 €). Même les commissaires aux comptes chargés d'évaluer leurs finances ont été rémunérés par les services de l'Assemblée. Cette prise en charge, inscrite dans le PLF au titre des frais de secrétariat des groupes politiques, a été évaluée à 10 millions €. ●

## Entourages



## VALLAUD TOUT-TERRAIN DANS LA ROUE DE FRANÇOIS HOLLANDE

Si **Jean-Pierre Jouyet** (📍 LLA n°1740) reste l'homme de confiance de **François Hollande**, **Boris Vallaud**, secrétaire général adjoint de l'Elysée, s'est imposé comme la cheville ouvrière de la seconde partie du quinquennat. Son rôle de stratège politique, longtemps sous-estimé, est apparu récemment après la publication de plusieurs de ses notes au président qui ont opportunément fuité dans la presse. Sa discrétion lui permet aujourd'hui de conserver à la fois l'estime de l'aile gauche du **Parti socialiste** (PS) et la confiance totale du président. A 39 ans, Boris Vallaud est devenu l'une des pièces maîtresses de l'Elysée pour affronter la gauche du PS lors des primaires socialistes début 2017.

● **Le temps des Senghor.** De la promo sortie de l'**ENA** en 2004, Boris Vallaud a gardé un groupe d'amis soudés qui occupent des postes clés. Parmi eux, **Gaspard Gantzer**, conseiller com' du président, avec qui il s'entretient quotidiennement. Deux autres de ses confrères énarques entourent

**Marisol Touraine** (📍 LLA n°1737), son directeur de cabinet **Etienne Champion**, ainsi que **Sheraz Gasri**, sa conseillère diplomatique. Autre fidèle camarade des années passées à Strasbourg : **Mathias Vicherat** (📍 LLA n°1730), directeur de cabinet d'**Anne Hidalgo**, technocrate atypique, fan de hip-hop. Enfin, **Jean-Pierre Hugues**, condisciple de François Hollande à l'ENA, a été le premier chef de Boris Vallaud lors de son stage de sortie d'école effectué à la préfecture du Gard. Les deux hommes viennent de se retrouver à l'Elysée en juin, après la nomination de Jean-Pierre Hugues au poste de directeur de cabinet du chef de l'Etat, coiffant au poteau **Laurent Olléon**, mari de **Fleur Pellerin**, un temps pressenti.

● **La période Maximilien.** A **Sciences-po** Paris, où il a rencontré son épouse **Najat Vallaud-Belkacem**, les amis de Boris Vallaud aimaient le surnommer Maximilien, son second prénom, ironisant sur sa droiture. Une réputation d'intégrité qu'il a cultivée à l'Elysée, en refusant par deux fois le grade de préfet que lui proposait le locataire de l'Elysée. Parmi ces compagnons de route,

**François Pirola**, actuel conseiller spécial de la ministre de l'éducation, et **Etienne Grass**, ex-dirac' de Najat Vallaud-Belkacem au ministère des droits des femmes. Autour du couple, le cercle d'amis s'est considérablement élargi depuis les années étudiantes, avec des personnalités comme **Stéphane Treppoz**, PDG de **Sarenza**, ou **Thierry Pech**, directeur du think tank **Terra Nova**.

● **L'époque rose foncée.** Le conseiller du président conserve toujours l'estime de la gauche du parti, particulièrement d'**Arnaud Montebourg** qui l'avait recruté, via un chasseur de têtes, comme directeur des services en Saône-et-Loire, avant d'en faire son dirac' au ministère du redressement productif. Il est resté aujourd'hui assez proche de **David Lebon**, son adjoint à Bercy, aujourd'hui lobbyiste pour **Europa City**, le centre commercial de la famille Mulliez. A la gauche du PS, il bénéficie du soutien d'**Henri Emmanuelli**, qui lui cèdera sa circonscription dans les Landes. Un département que Boris Vallaud connaît bien pour avoir été secrétaire général de la préfecture et par des attaches familiales dans un village près d'Aire-sur-l'Adour. ●

## CONNECT : AIR LIQUIDE S'ÉVITE UN PIQUET DE GRÈVE

En pleine intégration d'Airgas, Air liquide fait le dos rond face aux exigences des syndicats sur son projet d'usines connectées.

Jusqu'au début du mois d'octobre, une menace de grève flottait telle une épée de Damoclès au-dessus des usines hexagonales d'Air liquide France industrie (Alfi), au grand dam de son directeur des ressources humaines **Philippe Daubricourt**. Cause de la bronca des syndicats,

CFDT en tête, suivie de près par la CGT : le non-respect des accords passés fin 2015 avec la direction générale dans le cadre des négociations sociales menées autour du projet *Connect* (📧 LLA n°1701). Dirigé par **Sébastien Gachet**, entre-temps parti en août chez le fabricant de systèmes hydrauliques et de compression **Hoerbiger**, celui-ci consiste à piloter ses 22 sites, dont treize classés *Seveso 3*, depuis son futur centre d'opération et d'optimisation à distance (COOD) à compter de 2017. Localisé à Saint-Priest dans la banlieue lyonnaise, il n'est pas encore raccordé aux sites industriels. Or au 1<sup>er</sup> octobre, les changements d'échelon promis fin 2015 à la centaine de salariés - devant assurer les astreintes et démarrer les sites de façon autonome - n'étaient toujours pas effectifs. Craignant que ce retard ne mette les feux aux poudres en déclenchant une grève, Alfi a battu sa coulpe et assuré qu'il

ne s'agissait que d'un regrettable incident de parcours. Un conflit social risquerait en outre d'écorner l'image du projet, en plus des retombées négatives sur la production. De fait, *Connect*, dans lequel le groupe a investi 20 millions d'euros, a reçu en février le label de vitrine technologique de l'association **Alliance pour l'industrie du futur** (📧 LLA n°1743).

Au demeurant, le groupe présidé par **Benoît Potier** veut éviter tout coup de projecteur sur sa politique sociale, au moment où il est sous les feux des projecteurs à la suite du rachat de l'américain **Airgas** (📧 LLA n°1730), dont l'activité intégrée sur un mois et demi au premier semestre a déjà rapporté à Air liquide 511 millions €, soit une hausse de 8% de son chiffre d'affaires sur la période. Ce bon résultat aide à faire passer la dégradation récente de sa note par la banque suisse **UBS**. ●

## La face B latine de Vivendi Content

Les offres dédiées aux mobinautes que testera Vivendi au Brésil sont (aussi) un renvoi d'ascenseur à l'espagnol Telefónica.

**Vivendi** a choisi l'Amérique du Sud pour tester ses deux nouvelles offres pour mobinautes. L'une (*Studio+*), dédiée aux fictions de courte durée, sera proposée aux abonnés du continent, tandis que l'autre (*WatchMusic*) ne ciblera, dans un premier temps, que les Brésiliens. Cette décision n'est pas fortuite. **Dominique Delpont**, patron de **Vivendi Content**, entité chargée d'imaginer de nouveaux contenus (📧 LLA n°1710), commercialise *WatchMusic* avec **Vivo**, filiale de

**Telefónica** depuis le 7 octobre. C'est l'opérateur espagnol qui a permis à **Vincent Bolloré** d'entrer au capital de **Telecom Italia** dont Vivendi détient 24,7%.

En 2014, la fusion de **Global Village Telecom**, ex-filiale de Vivendi, avec la filiale brésilienne de Telefónica avait fait tomber dans l'escarcelle du français une option d'achat de 5,7% du capital de Telecom Italia et 8,3% des droits de vote. Conçues par **Watchever**, service de VOD par abonnement de la branche **Vivendi Village** pilotée par **Simon Gillham**, les deux applications seront proposées à d'autres opérateurs. **TIM Brasil**, opérateur brésilien contrôlé par Telecom Italia, pourrait s'y intéresser. ●

## Réseaux d'anciens : talon d'Achille des grandes écoles ?

Le mode de gestion des associations d'anciens élèves des écoles de commerce influence leur rayonnement.

Le classement des écoles de commerce (**HEC, Essec, ESCP, Edhec**) n'est pas encore indexé sur celui de leurs associations d'anciens élèves (alumni), mais jusqu'à quand ? **EY Advisory**, branche conseil d'**EY**, a consacré récemment une étude confidentielle aux réseaux d'alumni, viviers de recrutement pour un cabinet comme EY. Le document met en lumière la corrélation entre autonomie de gestion et dynamisme

des associations d'anciens diplômés.

Plus celles-ci sont intégrées dans les écoles, comme c'est le cas d'**Audencia alumni** qui a fusionné en septembre 2012 avec la direction des relations entreprises et diplômés de l'école, plus leur aptitude à mobiliser leurs réseaux et à en créer de nouveaux pose question. A l'opposé, animée par six salariés et 350 diplômés bénévoles, **Neoma alumni** a créé un club digital et technologie regroupant 2 350 anciens s'intéressant à ces thèmes. De plus, il est rattaché au **g9+**, structure interclubs informatique, télécoms, multimédia des diplômés de grandes écoles. ●

## Coaching à gogo pour les managers de Pôle emploi

Les managers de **Pôle emploi** sont sous surveillance. Un double marché vient d'être passé par l'organisme pour remobiliser ses cadres auprès des cabinets **Vivacci** et **Meltis**. Ils se répartiront le coaching individuel des dirigeants et Meltis assurera pour sa part la formation des managers en équipes.

## Ça déménage chez Engie

La tour **T2** occupée par **Engie** à La Défense (Hauts-de-Seine), devrait bientôt être vidée d'une bonne partie de ses collaborateurs. Ces derniers vont emménager non loin de là, au sein de la tour **T1**, libérée d'une partie de ses salariés. Mais certaines entités, à l'instar de la direction **Global Business Solution**, seraient envoyées à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), lieu moins attrayant que celui récupéré récemment par les activités digitales du groupe, rue de Londres à Paris (📧 LLA n°1746). La tour **T2** pourrait être sous-louée à d'autres entreprises. Engie avait signé un bail de 12 ans pour ces deux tours avec leur propriétaire **Ivanhoé Cambridge** en 2015.

## EDF VS Greenpeace :1-0 pour la première manche

La direction d'**EDF** ne boude pas sa joie à la suite de l'annonce fin septembre de la décision de la Cour européenne de justice de rejeter la plainte de **Greenpeace Energy** et de neuf entreprises allemandes contre Bruxelles. Les plaignants attaquaient la décision européenne relative au mécanisme de subvention de l'EPR que va construire EDF à Hinkley Point au Royaume-Uni. Mais le tribunal ayant rejeté la demande pour "défaut de qualité à agir", Greenpeace pourrait être tenté de revenir à la charge par un autre biais.

## Elections : les offres "tout en 1" des lobbyistes

Les cabinets d'affaires publiques sortent leurs dispositifs d'influence en vue des scrutins du printemps.

Les intitulés ne sont pas très originaux, mais ils ont le mérite d'être clairs : **TBWA Corporate** s'apprête à lancer son outil d'influence "Présidentielle 2017" et **Atlas Public Affairs** a mis en ligne sa "Plateforme 2017". Quant à **Boury, Tallon & associés**, il propose à ses clients son programme "Un coup d'avance". Au-delà de la traditionnelle identification des interlocuteurs clés des staffs de campagne et l'organisation de rendez-vous avec les impétrants, ces offres - plus ou moins packagées - testent cette année de nouveaux formats, allant des actions via les réseaux sociaux aux questionnaires en ligne... Quand ils n'ont pas

opté pour un programme labélisé "élections", nombre de cabinets se sont cependant eux aussi mis en formation de combat en vue de la période. **Communication & institutions** s'est organisé pour mutualiser les informations en lien avec les élections pour répondre aux demandes de ses clients.

En plus de l'opération de com' que s'offrent ainsi les cabinets, ces outils dédiés leur permettent d'occuper la période de vaches maigres du premier semestre 2017, lequel verra la session parlementaire s'arrêter en février en vue des campagnes présidentielles et législatives. La course à l'échalote des candidats à l'Elysée, sur leur intention de vite légiférer après l'élection, accélère le calendrier des lobbyistes : les premiers textes pourraient commencer à être élaborés dans les QG des candidats dès février. ●

## Le twist-hésitation de DCNS à Saint-Trop'

Le projet de cession du site de torpilles azuréen du groupe de défense s'accélère, sur fond de changement à la tête de l'entité.

La réflexion engagée chez **DCNS** sur le devenir des terrains tropéziens de son site de fabrication de torpilles se poursuit, même si le sujet reste tabou en interne. L'enjeu : la dizaine d'hectares faisant face à la Méditerranée de cette usine historique du groupe, qui conçoit, produit et assure la maintenance des torpilles légères (équipant avions, hélicoptères, frégates) et lourdes (sous-marins). La bonne opération financière, que pourrait réaliser la société de défense présidée par **Hervé Guillou** en cédant ces terrains, est certaine. En 2013 déjà, la préfecture du Var évoquait le "potentiel" de cette zone en matière d'urbanisation future. S'en suivrait

pour le groupe un passage en location, voire un déménagement sur l'ancien site de La Londe-les-Maures à une quarantaine de kilomètres de là.

Ce changement serait dans la ligne de la stratégie immobilière de DCNS ces dernières années. Son siège de la rue Sextius-Michel dans le 15<sup>e</sup> arr. de Paris avait été cédé en 2010, l'entreprise ayant opté pour une location rue du Docteur Finlay, non loin de là. Nul doute que **Thales**, actionnaire à 35% du groupe de défense - lui-même locataire de son siège (© LLA n°1635) - n'a rien contre cette rationalisation. La piste d'un abandon de tout ou partie du site tropézien se déploie alors que le patron de l'activité depuis trois ans, **René d'Ambrrières**, doit bientôt céder sa place : **Damien Raby**, directeur du pôle R&D innovation, lui succédera mi-octobre. ●

### L'ex-attaché de presse d'Areva devenu dircom' de Sens commun

A un mois de la primaire de droite, le collectif **Sens commun** (© LLA n°1745) espère faire entendre sa voix. Le mouvement avait anticipé en recrutant, en décembre 2016, un directeur de la communication : **Alexandre Thebault**, lequel venait de passer sept ans chez **Areva**. En parallèle à cette nouvelle mission, ce dernier a créé en février sa propre structure **Andromède communication**, spécialisée dans la com' de crise et les relations médias.

### La billettique de Thales stimule les appétits

Aucun processus social n'est encore engagé avec les organisations syndicales, mais la cession de l'activité billettique de **Thales**, sise au sein de sa *business line* RCS (*Revenu Collection Systems*), reste d'actualité (© LLA n°1743). Parmi les candidats potentiels à cette reprise, figure notamment l'américain **Cubic Transportation Systems**, concurrent de Thales sur cette activité. Mais le fonds d'investissement **Latour capital**, cofondé en 2012 par l'ancien ministre **Alain Madelin** aux côtés de **Philippe Leoni** et de **Cédric Bannel**, serait aussi sur les rangs.

### Grégoire Ferré pédale au plancher sur le digital chez Faurecia

**Grégoire Ferré**, responsable mondial de la numérisation industrielle et de la fabrication avancée de **Faurecia** (© LLA n°1743), a été promu en octobre directeur du projet de transformation digitale de l'équipementier automobile. Son périmètre du projet inclut les procédés de fabrication, la R&D, les RH et le service commercial. Il reportera à **Elco Spoelder**, nommé également ce même mois au poste de vice-président exécutif des opérations du groupe qui vient d'investir 57 millions € dans une usine dans l'Indiana aux Etats-Unis. Dédiée aux technologies de contrôle des émissions, c'est aussi la vitrine numérique du groupe en termes de connectivité, d'automatisation et de gestion des données.

## Focus

### LES RESTES D'ENEL FRANCE DANS LE VISEUR DE QUADRAN

Les derniers vestiges d'**Enel France** pourraient bien finir dans le giron du groupe spécialisé dans les énergies renouvelables, **Quadran**. L'opération de reprise de l'entité hexagonale du fournisseur alternatif d'électricité, dont le dossier circulait depuis plusieurs mois, est en cours d'examen par l'**Autorité de la concurrence**. Cette ultime étape consacre le retrait

d'Enel sur le territoire, marqué par le départ de son président **Michel Crémieux** en novembre 2015. L'emblématique patron de la filiale du groupe italien en France, passé par **EDF** comme directeur des opérations internationales et par **Edison**, avait alors rejoint **Volitalia**.

Si les actifs d'Enel France ont réduit comme peau de chagrin, la

société, qui a compté plusieurs centaines de personnes de ce côté-ci des Alpes, y avait cependant constitué un socle commercial et informatique conséquent. Cette base constituerait un atout non négligeable pour **Quadran**, qui cherche à se développer depuis la fourniture d'électricité jusqu'à la commercialisation et compte,

depuis septembre 2015, **Bpifrance** à son capital. Par ailleurs, les grands mouvements entre acteurs des renouvelables devraient rapidement s'accélérer : le déploiement des nouveaux modes de rémunération de l'électricité verte mis en place dans la loi de transition énergétique a toutes les chances d'inciter aux concentrations. ●

## Clin d'œil

## Tournée africaine pour Corinne Bach de Vivendi Village en 2017

Après l'ouverture de la première salle **CanalOlympia** en juin à Yaoundé au Cameroun, la vice-présidente de **Vivendi Village** (voir [p.5](#)), **Corinne Bach**, enchaînera les inaugurations en janvier avec celles de Conakry (Guinée), Douala (Cameroun), Lomé (Togo), Niamey (Niger) et Dakar (Sénégal). **Digitick**, qui regroupe les activités de billetterie en France de **Vivendi Ticketing** au sein de Vivendi Village, assurera le ticketing de ces salles de divertissement, alimentées en énergie par des panneaux solaires.

## Commande de TGV : les rivaux d'Alstom misent sur Bruxelles

A la suite de l'annonce par l'Etat de l'achat en direct de 15 rames TGV à **Alstom**, pour en faire des "trains d'équilibre du territoire" dont les pouvoirs publics financeront l'exploitation par la **SNCF** sur la desserte Bordeaux-Marseille, les concurrents du constructeur ferroviaire affinent leurs arguments. Ils espèrent que Bruxelles fera barrage à ce contrat passé sans appel d'offres. Paris affiche de son côté sa sérénité, assurant que la Commission européenne ne s'opposera pas à ce tour de passe-passe. Concrètement, c'est la **SNCF** qui passera une commande d'options dans le contrat-cadre conclu avec Alstom en 2007 pour des **Euro duplex**. Mais c'est l'Etat, via l'**Agence de financement des infrastructures de transport de France** (AFITF - [LLA n°1717](#)), qui financera l'entreprise publique pour cet achat.

**Charité bien ordonnée.** Quel constructeur aéronautique dirigé par l'ancien PDG d'un groupe gazier a choisi, par le plus grand des hasards, de céder une de ses filiales à un spin-off issu de ce même groupe énergétique ? ✉ [reactionclindoeil@lalettre.fr](mailto:reactionclindoeil@lalettre.fr)

## Fret ferroviaire : 2016, annus horribilis

Après l'embellie de 2015, les opérateurs de fret craignent que la hausse des péages ferroviaires fasse plonger leurs résultats.

Sale temps pour les principales entreprises de fret ferroviaire que sont **Fret SNCF**, **Euro Cargo Rail** (ECR) et **Europorte**. Le leader et ses deux challengers, respectivement filiales de la **Deutsche Bahn** et d'**Eurotunnel**, n'auront bénéficié d'une reprise du trafic (+5%) qu'en 2015. Le premier semestre 2016 affiche d'ores et déjà un repli de -5%. Cause ? La longue grève des cheminots de la **CGT** et de **SUD rail** contre la réforme sociale de la branche ferroviaire et la loi **El Khomri** au printemps. Ces blocages ont notamment fait le jeu du transport routier, aux coûts toujours plus compétitifs. Pour ne rien arranger, le rail subit aussi la pire récolte céréalière connue par la France depuis longtemps. Les volumes ont baissé de moitié, accentuant les pertes de Fret SNCF et d'ECR, très orientés sur ce type de trafic. Les plus petits opérateurs n'ont pas non plus été épargnés.

Plus inquiétant, la hausse prévisible des coûts structurels qui s'annonce risque d'accroître leurs difficultés. Lors de la cinquième conférence sur la relance du fret le 6 octobre, le secrétaire d'Etat aux transports, **Alain Vidalies**, a annoncé la couleur. Durant les dix prochaines années, les péages du fret augmenteront en moyenne de 4,6% par an pour permettre à **SNCF réseau** de couvrir les coûts d'entretien des voies, au grand dam de tous les acteurs du fret ferroviaire - depuis les trois grands généralistes aux acteurs de niche (**VFLI**, **Colas rail**, **ETF**, etc.) en passant par les opérateurs de transport combiné (**Novatrans**, **Naviland**, **T3M**...) et de proximité (**Euro rail**, **OPF Atlantique**). Seule consolation, les trois-quarts de cette hausse seront conditionnés à une amélioration de la qualité de service. Enfin, les concurrents privés de la **SNCF** vont également devoir appliquer la nouvelle convention collective du rail ([LLA n°1721](#)). Proche des règles sociales en vigueur à la **SNCF**, elle accorde davantage de jour de repos aux salariés que leur convention actuelle. ●

## Entourages



## SAFRAN CORPORATE VENTURES CONSTRUIT SON PORTEFEUILLE D'ACTIFS

D'ici la fin de l'année, **Safran Corporate Ventures** (SCV), entité de capital-investissement de **Safran** dirigée par **Grégoire Aladjidi** et **Hélène de Cointet**, directrice générale déléguée ([LLA n°1685](#)), devrait finaliser son entrée au capital de deux sociétés, l'une présente dans le secteur des services aux avionneurs et compagnies aériennes et l'autre dans celui des composants embarqués. Ces opérations s'ajouteront aux participations déjà détenues dans le fabricant grenoblois de microsystèmes **Tronics Microsystems** ; dans **Krono-Safe** start-up issue du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et spécialisée dans les logiciels critiques ainsi que dans **Diota**, éditeur de logiciels de réalité augmentée.

## ● Le comex tient les cordons de la bourse.

Avant que l'équipementier aéronautique ne prenne une participation minoritaire (entre 10% et 30%) dans deux nouvelles sociétés, celles-ci devront passer par les fourches caudines des comités consultatifs et d'investissement de Safran Corporate

Ventures. Ces structures sont chargées d'évaluer les pépites chassées en France, aux Etats-Unis, en Israël mais aussi en Allemagne par Grégoire Aladjidi et Hélène de Cointet. Le comité d'investissement, piloté par **Eric Dalbiès**, patron de la stratégie et des fusions-acquisitions de Safran et de **SVC**, réunit, outre le directeur R&T et innovation du groupe depuis juillet, **Stéphane Cueille**, et le grand argentin **Bernard Delpit**, les principaux patrons de *business units*. Y siègent donc **Olivier Andriès**, à la tête de **Safran Aircraft Engines**, **Martin Sion**, PDG de **Safran Electronics & Defense**, et **Anne Bouverot**, à la tête de **Safran Identity & Security**, filiale de Safran sur laquelle **Oberthur technologies** adossé à l'américain **Advent international** ont mis la main ([LLA n°1745](#)). Quant au comité consultatif, présidé par Stéphane Cueille, qui y a remplacé **Pierre Fabre**, son prédécesseur au poste de directeur innovation et R&T - désormais à la retraite -, il rassemble une bonne partie de la matière grise du groupe en matière de stratégie et de R&T. Outre Eric Dalbiès, ses membres incluent **Jean-Pierre Cojan**, ex-DG adjoint en charge de la stratégie et de la transformation, **Didier Godart**, SVP innovation,

**Olivier Savin**, VP Stratégie et R&T de **Safran Landing Systems**. **Mathias Fink**, président du conseil scientifique de Safran, y collabore aussi. Le cercle qui aurait pu être jugé trop concentré en cadres maison pur jus, a aussi été ouvert à **François Badoual**, patron de **Total Energy Ventures** ([LLA n°1737](#)), ainsi qu'à **Gildas Sorin**, patron du fabricant de LED organiques **Novalled**.

● **Des relais en étoiles.** La base de 1 300 à 1 400 start-ups sur laquelle travaillent SCV est alimentée par les réunions bimestrielles avec les filiales du groupe et Safran Tech ainsi que par les réseaux constitués via les pôles de compétitivité comme **Aerospace Valley**, **Systematic** en France, mais aussi par le biais de **Stex**, initiative du **Massachusetts Institute of Technology** (MIT) aux Etats-Unis. A cela s'ajoutent les liens déjà établis avec **ATI**, fonds d'amorçage du CEA, **Scientipôle**, accélérateur de start-ups francilien, et des prestataires dédiés comme **Starburst Accelerator** ([LLA n°1734](#)), sans oublier les délégués pays du motoriste, comme **François Dang** à Singapour. ●

## SUD OUEST VEUT FAIRE (TRÈS) MAIGRE

Olivier Gerolami se donne cent jours pour transformer le quotidien bordelais et réaliser 10 millions d'euros d'économies.

Le journal *Sud Ouest* vient d'entamer un long processus de négociations avec les salariés pour la réorganisation totale du titre. Le DG et directeur de la publication, **Patrick Venries**, en a dévoilé les grands axes : l'un concerne le développement de nouvelles activités et l'autre la réduction de la masse salariale de l'entreprise. Pour ce qui est du premier chantier, le PDG du groupe, **Olivier Gerolami**, souhaite créer une agence de communication éditoriale, accroître le pôle "vin" et développer l'offre numérique. L'affirmation du "Web First"

doit déboucher sur une totale polyvalence des journalistes entre le print et le numérique. A terme, le quotidien régional vise 50 000 abonnés web et la fidélisation de 200 000 lecteurs papier.

Mais c'est la réorganisation des équipes en interne qui pose le plus de difficultés (☉ LLA n°1745). Objectif affiché par Patrick Venries, en charge de ces délicates négociations : réduire de dix millions d'euros la masse salariale sans avoir recours à des départs contraints. Une première piste consiste à tailler dans le budget piges du journal. En matière de réorganisation du temps de travail, 7 jours de RTT sur les 22 dont bénéficient les salariés devront être sacrifiés. Au menu : une meilleure efficacité des journalistes sur les différents supports du quotidien. Pas moins de quarante chantiers sont programmés jusqu'en 2020, parmi lesquels la mesure de la performance des articles - une révolution en interne. Pour la famille **Lemoine**, propriétaire de *Sud Ouest*, la renaissance du groupe passe par la réussite de ces mesures drastiques imaginées par Olivier Gerolami, installé aux commandes depuis 2012. ●

## L'Opinion joue la diversion sur ses pertes

Malgré ses 21 millions d'euros de perte en trois ans, le patron du quotidien libéral s'affiche serein.

Rien ne semble pouvoir altérer la sérénité de **Nicolas Beytout**, fondateur du quotidien libéral *L'Opinion*. Même pas le montant des pertes enregistrées par son groupe **Bey medias**, depuis sa création mi-2013. Le déficit, révélé dans un compte rendu d'assemblée générale du 30 juin et publié aux greffes le 5 octobre, s'élève pourtant à 21 millions d'euros, dont 6,7 millions € pour 2015.

Dans *La Correspondance de la presse* du 11 octobre, le directeur général **Erik Monjalous**, arrivé à l'automne 2015 pour resserrer la gestion (☉ LLA n°1699), affichait lui aussi sa confiance dans l'avenir grâce à une croissance du chiffre d'affaires de 12% au premier semestre 2016, lequel aurait atteint 7,2 millions € en 2015 (la

société ne publie pas ses comptes). Parmi les pistes à suivre pour combler le déficit, la poursuite de la diminution des charges et la révision à la baisse des recours aux prestataires extérieurs. Le tout, sans toucher aux effectifs de la rédaction. Le départ du chef d'édition **Vincent Ejarque**, parti aux *Echos* cet été, a ainsi été comblé par l'arrivée d'**Emmanuel Ginisty**. Les campagnes électorales de 2017 devraient par ailleurs permettre à ce titre marqué à droite de tirer profit de la période.

Quoi qu'il en soit, le cumul des pertes conduit le quotidien à voir ses capitaux propres passer sous le seuil clé de la moitié de son capital social. Une assemblée générale extraordinaire devait donc être organisée dans les quatre mois suivant la décision de juin, soit avant fin octobre, pour décider "s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société". ●

ALERTE DU  
7 OCTOBRE 2016

## Publicis : Batout se rapproche des médias

Le directeur du département com' de crise de **Publicis consultants**, **Jérôme Batout**, prend du galon. L'ancien *spin doctor* de **Jean-Marc Ayrault** à Matignon devrait s'emparer de la direction générale de **Publicis média**, l'une des quatre branches du groupe piloté par **Maurice Lévy** (☉ LLA n°1723), présidée par **Gautier Picquet**. Celui-ci pourrait d'ailleurs être amené à prendre la présidence de l'**ACPM** (Alliance pour les chiffres de la presse et des médias) dont **Stéphane Bodier** assure l'intérim depuis la démission de **Pierre Conte** en juin.

## Dubois veut tailler dans les effectifs de L'Express

**Guillaume Dubois**, nouveau patron opérationnel de l'hebdomadaire *L'Express*, devrait conserver **Christophe Barbier** comme ambassadeur du titre dans les médias, malgré son départ de la direction. Le nouvel homme fort de **Patrice Drahi** veut continuer de tailler dans les effectifs du titre : une vingtaine de départs est envisagée.

## Keesing bientôt séparé des MLP ?

L'éditeur **Keesing**, spécialisé dans les publications sur les jeux, pourrait bientôt quitter les **Messageries lyonnaises de presse (MLP)**, à la suite du changement de conseil d'administration (☉ LLA n°1742). Si tous les éditeurs ayant notifié leur préavis de sortie mettaient leur menace à exécution, les MLP pourraient perdre 60 millions d'euros de chiffre d'affaires.

## Miollis s'affranchit d'Amaury

**Stéphane de Miollis**, directeur de la stratégie du **Groupe Amaury** et ex-éminence grise de **Philippe Carli**, vient de quitter la société. La holding est désormais recentrée autour de deux piliers : le DRH **Jean-Louis Pelé** et le directeur financier **Fabrice Ribourg**, qui entourent **Marie-Odile Amaury** et sa fille **Aurore Amaury**.

## Chasse-Marée pêche Verdevoye

**Eric Verdevoye**, créateur du site de e-commerce de produits de plaisance, *Orangemarine.com*, vient d'être choisi comme nouveau patron de la revue *Chasse-Marée* du groupe **Ouest-France**.

### Abonnement annuel

995 €

46 NUMÉROS

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les alertes par e-mail
- ✦ Les archives depuis 2007
- ✦ L'application mobile

LA LETTRE A est éditée chaque semaine par Indigo Publications.

- Directeur de publication : **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction : **Philippe VASSET**
- Rédactrice en chef : **Marion DEYE** (deye@LaLettreA.fr)
- Chef de rubrique : **Emmanuelle SERRANO** ► Journalistes : **Octave BONNAUD** et **Louis CABANES**
- Tél: 01 44 88 54 94 ► Fax: 01 44 88 57 33 ► www.LaLettreA.fr

- © 2016 - Reproduction interdite dans tout format, papier ou électronique
- ISSN: 1151-1540 ► Commission paritaire: 1220 W 90643
- Maquette conçue par Rampazzo & associés

► **Autres publications**: PresseNews, Intelligence Online, La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidential, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française).

indigo

publications

L'intelligence des faits

142, rue Montmartre  
75002 Paris  
Tél: + 33 1 44 88 26 10  
info@indigo-net.com  
www.Indigo-net.com